

ARRETE N°2024-14

**MAIRIE
CHILLY-MAZARIN**

**REFUS D'UN PERMIS DE CONSTRUIRE
PRONONCE PAR LA MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE**

Demande déposée le 04/12/2023 Complétée le 19/12/2023		N° PC0911612310017
Par :	Madame AOUIDAT Zahia	
Demeurant à :	71 rue de Wissous 91320 WISSOUS	
Pour :	Construction d'une maison individuelle	DESTINATION : HABITATION
Sur un terrain sis :	74 rue de la Division Leclerc 91380 CHILLY-MAZARIN	

La Maire :

VU la demande de permis de construire susvisée,
VU l'avis de dépôt de la demande affiché en mairie en date du 04/12/2023,
VU le Code de l'Urbanisme,
VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 4 avril 2011, exécutoire le 6 mai 2011, modifié le 28 juin 2011 et révisé le 24 septembre 2012,
VU la révision générale du Plan Local d'Urbanisme approuvée par délibération du conseil municipal en date du 20 septembre 2018, exécutoire le 8 décembre 2018, modifiée par délibération du conseil municipal en date du 14 mai 2019 suite aux évolutions demandées par le préfet de département, exécutoire le 16 juin 2019,
VU la délibération du Conseil Municipal du 19 septembre 2011, relative à la fixation du taux et des exonérations en matière de taxe d'aménagement,
VU la délibération du conseil municipal n° D070110-13, dénommée « Réforme des autorisations d'urbanisme – Permis de démolir et édification de clôtures : modalités », en date du 1^{er} octobre 2007,
VU l'avis du Service Assainissement de la Communauté d'Agglomération Paris Saclay en date du 05/12/2023,
VU l'avis d'ENEDIS en date du 07/12/2023 assorti de prescriptions et ci-annexé,
VU l'avis du Service Eau Potable de la Communauté d'Agglomération Paris Saclay en date du 15/12/2023 assorti de prescriptions et ci-annexé,
VU l'avis du Service Assainissement de la Communauté d'Agglomération Paris Saclay en date du 15/12/2023 assorti de prescriptions et ci-annexé,
CONSIDERANT que le service assainissement de la Communauté d'Agglomération Paris Saclay fourni un avis défavorable concernant l'assainissement prévu pour le projet aux motifs du non-respect du règlement d'assainissement sur le volet eaux pluviales ainsi que sur le volet eaux usées,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Le permis de construire est **REFUSÉ** à Madame AOUIDAT Zahia pour le projet décrit dans la demande susvisée.

ARTICLE 2 : La présente décision est exécutoire à compter de sa notification au demandeur et de sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département, dans les conditions prévues à l'article L.2131-1 et L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

CHILLY-MAZARIN, le 19/01/2024

Le Conseiller Municipal délégué à
l'Urbanisme réglementaire

Eddy POLICE



INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS :** Le délai de recours contentieux est de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain du présent panneau (art. R.600-2 du code de l'urbanisme).

Tout recours administratif ou tout recours contentieux doit, à peine d'irrecevabilité, être notifié à l'auteur de la décision et au bénéficiaire du permis. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours.

Le bénéficiaire d'un permis qui désire contester la décision peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la transmission de la décision attaquée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les permis délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (*l'absence de réponse au terme de quatre mois vaut rejet implicite*).